

dette de plus de 600 milliards de dollars. J'espère que le gouvernement en est fier.

Comme mon collègue, le député de Medicine Hat, l'a déclaré un peu plus tôt, ce sont la dette et les frais d'intérêts qui font si mal au pays. Ce lourd fardeau finira pas nous acculer à la faillite. Nos petits-enfants auront à rembourser cette énorme dette. Il est de notre devoir de réagir.

Ayant siégé au Comité permanent des finances, j'ai entendu un certain nombre de témoins qui sont venus présenter des exposés dans le cadre des consultations prébudgétaires, consultations qui font l'objet du débat d'aujourd'hui. Ces témoins ont fait des observations intéressantes. J'ai hâte de voir dans le prochain budget si le ministre a écouté ces témoins.

Un jour, dix économistes réputés se sont présentés devant le comité. Savez-vous ce qu'ils ont dit? J'ai entendu un certain nombre d'entre eux faire des déclarations qu'approuvaient l'ensemble des témoins. Ils ont dit que c'est bien de se fixer un objectif; que c'est bien aussi de l'atteindre. Cela envoie un message clair aux milieux financiers. Il n'y a rien de mal à agir ainsi. Il fallait rétablir une certaine confiance. Il fallait redonner confiance dans les finances du pays. Et le ministre des Finances y est arrivé.

Il poursuit maintenant sur sa lancée. Le trou est creusé et il est profond. Le ministre va continuer à creuser, seulement un peu plus lentement. Le problème sera résolu lorsqu'il aura cessé de creuser. Cela voudra dire que le budget est finalement équilibré. Il cessera de creuser un jour, dans deux ou trois ans peut-être.

Cette année, un certain nombre d'économistes proposent qu'on ramène le déficit à 3 p. 100 du PIB l'an prochain, à 1,5 p. 100 dans deux ans et à zéro dans trois ans. Voilà ce qu'ils proposent.

Un autre préconise que l'on cesse de parler du déficit comme pourcentage du PIB et que l'on parle plutôt de la dette comme pourcentage du PIB. La dette nationale dans son ensemble dépasse les 100 p. 100. La dette du gouvernement fédéral se situe à 73 p. 100 du PIB et le gouverneur de la Banque du Canada a même dit à une séance du Comité des comptes publics que c'est là un pourcentage trop élevé et qu'il faut le réduire.

• (1635)

Cela fait deux ans que notre économie est en croissance. Le ministre a atteint de merveilleux objectifs non pas grâce à une réduction des dépenses, mais à 90 p. 100 grâce à la croissance. Il trompe la population canadienne en s'en attribuant tout le mérite. Cela revient aux gens d'affaires et aux Canadiens.

Le ministre n'est pas sérieux avec les Canadiens. Les projections des économistes se situent à 2, peut-être 2,5 p. 100 à brève échéance. Ce n'est pas beaucoup. Si le taux d'inflation approche ou excède le taux de croissance, il nous faudra un budget excédentaire, d'après les économistes. C'est ce que dit le gouverneur de la Banque du Canada, mais le gouvernement n'adoptera pas cette voie.

Je recommande un budget équilibré. Oui, nous accuserons un déficit. Le ministre des Finances devrait dire aux Canadiens quand le budget sera équilibré et quand il s'attaquera au véritable problème au Canada, à savoir les taux d'imposition élevés. Il

Initiatives ministérielles

pourra ensuite commencer à promettre un allègement fiscal. Il pourra ensuite commencer à donner une chance aux Canadiens. Nous pourrions alors commencer à chercher des moyens de stimuler l'économie et partant, à faire que les gens aient de l'argent.

Je favorise le scénario des 3 p. 100, 1,5 p. 100 et 0 plutôt que celui des 4 p. 100, 3 p. 100 et 2 p. 100 que propose le ministre des Finances. Lorsque le ministre des Finances présentera son budget, il recourra comme toujours au principe de la consultation sélective.

Des représentants du monde des affaires ont aussi comparu devant le comité permanent et y ont dit la même chose, à savoir que le gouvernement ne se fixe pas des objectifs assez stricts et qu'il va trop lentement. Le ministre des Finances occupe un poste difficile où il n'est pas facile de faire des prédictions, et cela appelle notre respect. Cependant, les milieux des affaires ont dit que si le ministre des Finances devait se tromper, il devrait le faire en y allant trop rapidement plutôt que trop lentement. Il vaut mieux se tromper en réduisant les dépenses trop rapidement plutôt que trop lentement.

Le ministre y va trop lentement. Il tente de garder ses appuis en Ontario. Il ne dit pas la vérité aux Ontariens. Nous ne pouvons pas nous permettre de maintenir les dépenses des programmes aux niveaux actuels. Nous devons les réduire. Nous devons aider ceux qui sont dans le besoin, mais seulement ceux qui le sont vraiment. Nous devons commencer à responsabiliser davantage les gens. Pour ce faire, il faut être honnêtes avec eux. Il faut leur dire que, dans un certain temps, si nous faisons des sacrifices maintenant et si nous apprenons à vivre selon nos moyens, nous pourrions réduire les dépenses et commencer à diminuer les impôts. C'est le but que nous devons atteindre.

Le ministre des Finances a promis, au cours de la campagne électorale, qu'il se débarrasserait de la TPS. Le premier ministre a dit qu'il supprimerait cette taxe honnie. La vice-première ministre a dit qu'elle démissionnerait si les libéraux ne supprimaient pas la TPS. C'est aussi ce que les gens ont dit aux audiences. Ils ont dit: «Il faut faire quelque chose à propos de la TPS.» Deux ans plus tard, la recommandation a été de l'harmoniser avec les taxes provinciales: combinez-la, établissez un seul taux, cachez-la et les gens l'oublieront.

Non. Toute taxe devrait être visible. En fait, non seulement les taxes devraient être visibles, mais les dépenses devraient l'être également. Nous nous servons trop des dispositions fiscales pour offrir des avantages sociaux et économiques alors qu'il faudrait supprimer les allègements fiscaux et prévoir des enveloppes de dépenses directes comme en Nouvelle-Zélande.

Les politiques et les fonctionnaires seraient ainsi responsabilisés. Les politiques seraient forcés de dire: «Voici ce que je vais dépenser pour l'aide sociale. Voici mon enveloppe. C'est un programme de cinq milliards de dollars.» Le sous-ministre et les fonctionnaires aideraient le ministre à cet égard. Cela créerait des stimulants pour les fonctionnaires. Ils pourraient même recevoir une prime s'ils aidaient le ministre à atteindre son objectif. Le moral au sein de la fonction publique est très bas. Je suis le porte-parole de mon parti pour Revenu Canada et Dou-